



XIII CONGRÈS FORESTIER MONDIAL

18-23 OCTOBRE 2009 - BUENOS AIRES, ARGENTINE



“A l'échelon régional et mondial, et surtout en Amazonie continentale et dans les autres régions du centre-sud du Brésil, si l'on ne réduit pas les taux de déforestation, la perte de la couverture végétale est susceptible d'affecter le régime des précipitations, comme il a déjà été scientifiquement prouvé.”

Lire l'interview du **Dr. José Carlos Carvalho, Secrétaire d'Etat de l'environnement et du développement soutenable**, qui participera au XIII Congrès forestier mondial en tant qu'orateur liminaire sur le thème “Organiser le développement des forêts”.

Dr. José Carlos Carvalho
Secrétaire d'Etat de l'environnement et du développement soutenable

Brasilia – Rome, Siège de la FAO. Ces derniers mois, les autorités chargées de l'application des lois forestières au Brésil ont saisi quelque 30 000 m³ de bois d'acajou récoltés illégalement sur des terres indigènes. Toutefois, en dépit des meilleurs efforts déployés par le pays, la déforestation se poursuit dans l'Amazonie. Mais si les pays développés blâment la déforestation tropicale, ni les gouvernements ni les marchés ne rémunèrent les pays tropicaux pour leur biodiversité. Lire l'interview suivante du **Dr. José Carlos Carvalho, Secrétaire d'Etat de l'environnement et du développement soutenable**, orateur liminaire sur le thème “Organiser le développement des forêts” au prochain XIII Congrès forestier mondial.

Q. En quoi le secteur forestier du Brésil a-t-il été affecté par la crise économique mondiale? Quel est l'avantage comparatif des forêts brésiliennes?

R. Au Brésil, comme dans d'autres pays, le secteur forestier a été touché par le recul de la demande de produits et sous-produits forestiers, avec une baisse conséquente des prix, et notamment de la plupart des denrées agricoles et d'autres produits. Il convient de souligner que la crise a porté préjudice essentiellement aux secteurs de l'économie du bois liés à l'aménagement forestier durable. En effet, la chute de la demande a fait baisser les prix, ignorant la rémunération des coûts environnementaux et sociaux relatifs à l'utilisation durable des ressources forestières ligneuses et non ligneuses.

Néanmoins, **étant donné qu'au Brésil, l'économie du bois se fonde sur la sylviculture à haut rendement 40 m³/ha/an), le pays présente un avantage comparatif**, même avant la crise, en particulier dans les segments de la cellulose, de l'énergie bois et de la transformation mécanique du bois.

Q. Quel est le principal impact de la déforestation (en particulier en Amazonie) aux niveaux local, régional et mondial?

R. La déforestation de l'Amazonie et de toute écorégion a des impacts de grande envergure sur l'environnement, même s'ils ont eu tendance à s'atténuer au cours des dernières années. Le premier est lié à la perte de biodiversité des riches écosystèmes forestiers de la région, suivi des dommages causés à la fertilité des sols au plan local. **A l'échelon régional et mondial, et surtout en Amazonie continentale et dans les autres régions du centre sud du Brésil, si l'on**

ne réduit pas les taux de déforestation, la perte de la couverture végétale est susceptible d'affecter le régime des précipitations, comme il a déjà été scientifiquement prouvé. Toutefois, dans le cas du scénario le plus pessimiste du GIEC, l'Amazonie pourrait être victime d'un effet inverse, à savoir un processus de "savanisation" de la région à partir d'un changement déterminé des gradients de température. Ensuite, le grand problème du réchauffement de la planète se pose dans le contexte de la protection de l'Amazonie.

Q. Quels sont les principaux mécanismes adoptés par le gouvernement brésilien pour réduire ou empêcher la déforestation et à quels résultats ont-ils abouti?

R. Le Brésil, et plus particulièrement l'Amazonie, de par sa dimension géographique, a encore aujourd'hui dans sa partie septentrionale -contrairement à d'autres pays à l'occupation territoriale consolidée- une frontière économique mobile qui empiète sur la forêt, principalement à cause de ses activités agricoles. **Cela représente le principal défi que doit relever le gouvernement brésilien: réorienter les investissements publics et privés dans le bassin amazonien et planifier l'aménagement du territoire sur une base durable.** Diverses initiatives sont adoptées dans ce sens, comme des restrictions légales à la conversion des terres forestières en sols cultivables; l'intensification du suivi, du contrôle et de la fiscalisation de la déforestation, l'utilisation plus sélective des incitations économiques axées sur le développement régional et la réorientation du crédit rural en faveur de zones déjà déboisées par le passé. Ces initiatives porteront à une réduction des taux de déforestation, mais elles sont toutefois insuffisantes pour modifier le modèle régional de développement qui reste, dans de nombreux cas, fortement lié à l'exploitation prédatrice des ressources naturelles.

Q. A votre avis, quel est le résultat obtenu par la réforme constitutionnelle de 1988, qui a délégué aux Etats de la Fédération la responsabilité des forêts? A-t-elle été bénéfique pour les forêts? Et si oui, dans quel sens?

R. La Constitution brésilienne de 1988, outre le plein rétablissement de l'Etat démocratique de droit et des libertés politiques, a eu comme autre résultat important un nouveau pacte fédérateur, basé sur la décentralisation de la gestion qui conférait davantage de pouvoirs aux organes fédérés. **Néanmoins, la fédération brésilienne est asymétrique du fait des différences de niveaux socio-économiques entre les régions.** Cette réalité fait que certains Etats tireront profit plus que d'autres de la nouvelle Constitution. Dans le domaine forestier, le développement basé sur la sylviculture a fait un bond en avant. Quasiment 90% des plantations forestières du pays se trouvent dans les Etats du Sud et du Sud-Est. Plus récemment, avec la création du Service forestier brésilien, l'effort de décentralisation s'est étendu vers le Nord-Est et le Centre Ouest du Brésil, sans toutefois l'appui institutionnel du Gouvernement central.

En Amazonie, le protagonisme du gouvernement fédéral et le manque d'intérêt politique de la plupart des Etats (à l'exception de l'Amazonas et de l'Acre) dans la lutte contre la déforestation, a entravé la décentralisation à l'échelle prévue par la Constitution. **On peut conclure que les forêts des régions du Centre Sud du Brésil ont tiré de nombreux bienfaits de la création d'un secteur forestier totalement institutionnalisé et économiquement, socialement et environnementalement fort,** ce qui commence tout juste à avoir lieu lentement dans le Nord-Est et le Centre Ouest. Il reste toutefois l'enjeu d'une politique forestière plus conforme à la réalité brésilienne, comprenant l'expansion de l'activité de reboisement, les incitations à la gestion durable des énormes peuplements de l'Amazonie; la recherche sur des espèces indigènes de valeur économique et environnementale, et l'appui à l'industrie de base forestière.